

## VD\_FINDINFO ML / 2013 / 194 vom 5. Juli 2013

VD Tribunal cantonal, 2013-07-05, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_ML\\_\\_\\_2013\\_\\_\\_194](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_ML___2013___194)

FR: VD\_FINDINFO ML / 2013 / 194 du 5 juillet 2013

IT: VD\_FINDINFO ML / 2013 / 194 del 5 luglio 2013

### Regeste

PROCÈS DEVENU SANS OBJET | 43 al. 1 let. a CDPJ

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des poursuites et faillites 05.07.2013 ML / 2013 / 194

PROCÈS DEVENU SANS OBJET | 43 al. 1 let. a CDPJ

TRIBUNAL CANTONAL KC13.009716-131180 278 LE PRESIDENT DE LA COUR  
DES POURSUITES ET FAILLITES

\_\_\_\_\_ Arrêt du 5 juillet  
2013 \_\_\_\_\_ Art. 43 al. 1 CDPJ Vu la décision rendue le 1<sup>er</sup> mai 2013, à la  
suite de l'audience du 18 avril 2013, par le Juge de paix du district de Morges, prononçant, à  
concurrence de 45'000 fr. avec intérêt à 5 % l'an dès le 1<sup>er</sup> juillet 2012, la mainlevée  
provisoire de l'opposition formée par A.U. \_\_\_\_\_, à Sévery, au commandement de  
payer la poursuite n° 6'535'988 de l'Office des poursuites du district de Morges, notifié à  
l'instance de la X. \_\_\_\_\_, constatant l'existence du droit de gage, arrêtant à 360 fr. les  
frais judiciaires mis à la charge du poursuivi et disant qu'en conséquence celui-ci  
rembourserait à la poursuivante son avance de frais à concurrence de 360 fr. et lui verserait  
la somme de 1'125 fr. à titre de défraiement de son représentant professionnel, vu les motifs  
de cette décision adressés aux parties le 28 mai 2013 et notifiés au poursuivi le lendemain,  
vu le recours adressé à la cour de céans le 6 juin 2013 par le poursuivi à l'encontre de la  
décision précitée, vu la décision du 13 juin 2013 du président de la cour de céans accordant  
d'office l'effet suspensif au recours, vu la lettre du 28 juin 2013 du recourant, transmettant à  
la cour de céans la transaction passée entre les parties le 24 juin 2013 aux termes de laquelle  
la X. \_\_\_\_\_ s'est engagée à retirer toutes les poursuites formées à l'encontre du recourant  
et de son épouse (art. 3) et les parties ont convenu de supporter chacune la moitié des frais  
et de renoncer à l'allocation de dépens (art. 8), vu l'art. 43 al. 1 CDPJ (Code de droit privé  
judiciaire vaudois du 12 janvier 2010; RSV 211.02); attendu que la transaction prévoyant le  
retrait de la poursuite n° 6'535'988 rend sans objet le recours déposé par A.U. \_\_\_\_\_, que  
la cause doit être rayée du rôle, que le présent arrêt peut être rendu sans frais ni dépens. Par  
ces motifs, le Président de la Cour des poursuites et faillites du Tribunal cantonal, autorité  
de recours en matière sommaire de poursuites, statuant en tant que juge unique au sens de  
l'art. 43 CDPJ, prononce : I. Le recours est sans objet. II. La cause est rayée du rôle. III.  
L'arrêt, rendu sans frais ni dépens, est exécutoire. I V. L'arrêt est exécutoire La  
vice-présidente : La greffière : Sandra Rouleau Claire van Ouwenaller Du 5 juillet  
2013 L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, prend date de ce  
jour. Il est notifié, par l'envoi de photocopies, à : ■ Me Jean-Christophe Oberson, avocat  
(pour A.U. \_\_\_\_\_), ■ M. Pierre-Yves Zürcher, agent d'affaires breveté (pour la  
X. \_\_\_\_\_). Le Président/Juge unique de la Cour des poursuites et faillites considère que

la valeur litigieuse est de 45'000 francs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, au moins à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué à : ■ Mme le Juge de paix du district de Morges. La greffière : Claire van Ouwenaller

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.